



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

CP.TEIA/2000/16
15 septembre 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES
DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

Première réunion, 22-24 novembre 2000
(Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire)

PROJET DE DÉCISION

**CONCERNANT LE BUDGET ET LES DISPOSITIONS FINANCIÈRES
POUR 2001-2002**

La Conférence des Parties,

Rappelant sa décision relative aux priorités et au programme de travail, et notamment le plan de travail pour 2001-2002,

Reconnaissant que l'application de la Convention CEE-ONU sur les effets transfrontières des accidents industriels et l'exécution du plan de travail établi à cet effet nécessitent des moyens administratifs et financiers adéquats,

1. Décide que les Parties contribueront au budget de la Convention par des apports volontaires en espèces et/ou en nature et leur recommande de verser ces contributions dès que possible;
2. Invite les autres pays membres de la CEE-ONU à financer également ce budget;
3. Se félicite des contributions au budget annoncées par les Parties à la Convention suivantes : ... et par les autres pays membres de la CEE-ONU suivants : ...;
4. Adopte le budget de la Convention pour la période 2001-2002 tel qu'il figure à l'annexe I de la présente décision;

GE.00-32744 (F)

5. Approuve les principes directeurs, figurant dans l'annexe II de la présente décision, qui concernent l'attribution d'une aide financière pour faciliter la participation d'experts et de représentants des pays en transition aux réunions tenues dans le cadre de la Conférence des Parties, sous réserve de la disponibilité des fonds;

6. Invite le Secrétaire exécutif de la CEE-ONU, qui a reçu des ressources extrabudgétaires supplémentaires, à continuer d'aider le secrétariat à exécuter les tâches décrites dans le programme de travail pour 2001-2002;

7. Prie le secrétariat de la CEE-ONU d'administrer les contributions financières volontaires en accord avec les pays et institutions donateurs;

8. Prie le bureau d'établir, avec l'appui du secrétariat de la CEE-ONU, le budget du prochain exercice biennal en vue de son adoption à la deuxième réunion de la Conférence des Parties.

Annexe I

BUDGET DE LA CONVENTION POUR 2001-2002

| No <u>a</u> / | Domaine/élément/activité de programme | Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui | Contributions | Budget prévu | Résultat attendu |
|---------------|---|---|--------------------------------------|--------------|---|
| 1. | Application de la Convention : suivi et assistance | | | | |
| 1.1 | Application de la Convention | | | | |
| 1.1.1 | Tenir à jour à jour une liste des autorités compétentes qui sera affichée sur la page d'accueil de la Convention sur l'Internet | secrétariat CEE-ONU Toutes les Parties | | | Liste des autorités compétentes sur l'Internet |
| 1.1.2 | Établir le premier rapport sur l'application de la Convention | Groupe de travail de l'application | À organiser par le Groupe de travail | | Rapport sur l'application de la Convention |
| 1.1.3 | Formuler des conclusions et des recommandations à partir du rapport sur l'application de la Convention | Groupe de travail de l'application | À organiser par le Groupe de travail | | Conclusions et recommandations en vue de l'adoption par la Conférence des Parties |
| 1.2 | Assistance à fournir aux Parties en vue de l'application de la Convention et aux Signataires et autres pays membres de la CEE-ONU souhaitant devenir Parties à la Convention en vue de la ratification | | | | |
| 1.2.1 | Organiser un atelier sous-régional visant à faciliter l'application et la ratification de la Convention | Groupe de travail de l'application secrétariat CEE-ONU | | 25 000 US\$ | Recommandations visant à surmonter les obstacles à la ratification et à l'application |
| 2. | Champ d'application de la Convention | | | | |
| 2.1 | Activités dangereuses | | | | |
| 2.1.1 | Établir une liste des activités dangereuses | Groupe de travail de l'application Toutes les Parties | À organiser par le Groupe de travail | | Liste des activités dangereuses |
| 3. | Prévention des accidents industriels | | | | |
| 3.1 | Prévention de la pollution accidentelle des eaux | | | | |
| 3.1.1 | Poursuivre les travaux sur la prévention de la pollution accidentelle des eaux/réunions du groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels | Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels | | 25 000 US\$ | Exécution du programme de travail |
| 4. | Points de contact et notification des accidents industriels | | | | |
| 4.1 | Système CEE-ONU de notification des accidents industriels | | | | |
| 4.1.1 | Tenir à jour la liste des points de contact | secrétariat CEE-ONU | | | Liste des points de contact sur l'Internet |

| No a/ | Domaine/élément/activité de programme | Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui | Contributions | Budget prévu | Résultat attendu |
|------------|--|---|-------------------|--------------|---|
| 4.1.2 | Mettre à l'essai le système CEE-ONU de notification des accidents industriels et le réexaminer en fonction des résultats de ces essais | Croatie Points de contact secrétariat CEE | En nature | | Recommandations visant à améliorer l'efficacité du système |
| 4.1.3 | Rédiger un manuel à l'usage des points de contact et organiser des consultations et stages de formation à l'intention de leur personnel | ... Points de contact secrétariat CEE-ONU | | 25 000 US\$ | Manuel à l'usage des points de contact et consultations/stages de formation |
| 4.1.4 | Faciliter l'harmonisation du Système CEE-ONU et du Système de notification et d'alerte relevant de la Convention sur la pollution accidentelle des eaux | Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels Points de contact secrétariat CEE-ONU | | 5 000 US\$ | Recommandations en vue de l'harmonisation |
| 5. | Préparation aux situations d'urgence, intervention et assistance mutuelle | | | | |
| 5.1 | Préparation aux situations d'urgence et intervention | | | | |
| 5.1.1 | Organiser un exercice d'intervention à la suite d'un accident industriel ayant provoqué une pollution accidentelle des eaux, avec des effets transfrontières | Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels | | 25 000 US\$ | Échange d'expérience en matière d'élaboration et d'application des mesures de préparation et d'intervention |
| 6. | Responsabilité | | | | |
| 6.1 | Protocole relatif à la responsabilité | | | | |
| 6.1.1 | Rédiger, dans le cadre d'un processus de négociation intergouvernemental, un protocole commun à la Convention sur les accidents industriels et à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontière et des lacs internationaux, relatif à la responsabilité | secrétariat CEE-ONU | | 80 000 US\$ | Protocole relatif à la responsabilité |
| 7. | Coopération scientifique et technologique | | | | |
| 7.1 | Facilitation de l'échange d'informations et de techniques de sécurité | | | | |
| 7.1.1 | Établir en vue de la Conférence des Parties un document de travail sur la mise en place de conditions plus favorables à l'échange de techniques de sécurité | | | 5 000 US\$ | Document de travail – recommandations à soumettre pour décision à la Conférence des Parties |

| No <u>a/</u> | Domaine/élément/activité de programme | Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui | Contributions | Budget prévu | Résultat attendu |
|--------------|--|---|------------------------|--------------|--|
| 7.1.2 | Organiser un atelier sur la facilitation des échanges de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité | secrétariat CEE-ONU | | 25 000 US\$ | Recommandations sur la facilitation de l'échange de techniques de sécurité |
| 7.1.3 | Établir un registre d'experts pouvant apporter une assistance en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et d'intervention | secrétariat CEE-ONU Toutes les Parties | | | Registre d'experts |
| 8. | Accidents industriels antérieurs | | | | |
| 8.1 | Notification des accidents industriels antérieurs | | | | |
| 8.1.1 | Mettre au point et exploiter le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs dans le cadre du Système de notification des accidents majeurs de l'Union européenne (base de données MARS) et diffuser des informations sur les accidents industriels antérieurs | Commission européenne – DG CCR Pologne (traduction du russe) secrétariat CEE-ONU | En nature En nature | | Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs |
| | Deuxième réunion de la Conférence des Parties | Pays hôte Bureau secrétariat CEE-ONU | | 45 000 US\$ | Deuxième réunion de la Conférence des Parties |
| | Deux réunions du Bureau (2001 et 2002) | Bureau Secrétariat CEE-ONU | | 5 000 US\$ | Réunions du Bureau |
| | Promotion de la Convention et assistance pour l'exécution du plan de travail | secrétariat CEE-ONU Bureau | | 10 000 US\$ | Matériel didactique, documents de fond et équipement |

a/ Les numéros correspondent à ceux qui sont assignés aux activités dans le projet de plan de travail pour 2001-2002 (CP.TEIA/2000/9, deuxième partie).

Annexe II**PRINCIPES DIRECTEURS CONCERNANT L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FACILITER LA PARTICIPATION D'EXPERTS ET DE REPRÉSENTANTS DES PAYS EN TRANSITION AUX RÉUNIONS TENUES DANS LE CADRE DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

| Pays | US\$ par habitant en 1999 | Note : Le seuil fixé pour l'aide financière en 1999 = US\$ 2 000; les pays dont le PIB par habitant est inférieur à \$ 1 000 peuvent bénéficier d'une aide financière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance); les pays dont le PIB par habitant est compris entre \$ 1 000 et \$ 2 000 peuvent bénéficier d'une aide financière (indemnité journalière de subsistance seulement); les pays dont le PIB est supérieur à ce seuil n'ont pas droit à une aide financière. |
|--|---------------------------|---|
| Slovénie | 9 886 | N'ont pas droit à une aide financière |
| République tchèque | 5 176 | |
| Croatie | 4 507 | |
| Hongrie | 4 813 | |
| Pologne | 3 983 | |
| Slovaquie | 3 501 | |
| Estonie | 3 605 | |
| Lituanie | 2 892 | |
| Lettonie | 2 767 | |
| ex-République yougoslave de Macédoine | 1 715 | |
| Yougoslavie | 1 680 | |
| Roumanie | 1 519 | |
| Bulgarie | 1 462 | |
| Fédération de Russie | 1 235 | |
| Bosnie-Herzégovine | 1 172 | |
| Albanie | 1 160 | |
| Bélarus | 1 070 | |
| Kazakhstan | 974 | Peuvent bénéficier d'une aide financière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance) |
| Turkménistan | 746 | |
| Ouzbékistan | 686 | |
| Ukraine | 607 | |
| Géorgie | 546 | |
| Arménie | 525 | |
| Azerbaïdjan | 520 | |
| République de Moldova | 261 | |
| Kirghizistan | 260 | |
| Tadjikistan | 179 | |
| NOMBRE TOTAL DE PAYS | 27 | |
| PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE | 18 | |
| PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE - INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE SEULEMENT | 8 | |
| PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE - FRAIS DE VOYAGE + INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE | 10 | |
